

MÉTRO EN BANLIEUE

Un tram-train pour relier Champigny à Fontenay

« **C**e rendez-vous a été un succès pour l'action menée par l'association Orbival. Son travail a réellement été pris au sérieux », s'enthousiasmait, hier, Christian Favier, président communiste du conseil général et responsable de l'association qui milite pour la création d'un métro qui desservirait d'est en ouest le département.

Pendant plus de deux heures, 11 élus du Val-de-Marne* et un élu des Hauts-de-Seine (la maire de Bagneux, Marie-Hélène Amiable) ont été reçus, à leur demande, par Christian Blanc, secrétaire d'Etat au

Grand Paris, afin d'obtenir des précisions sur le déroulement du chantier du métro automatique autour de la Capitale. A l'issue de cet entretien jugé « constructif », les élus ont eu confirmation que la partie val-de-marnoise de ce métro ferait partie de la première boucle lancée dès 2013 et qui s'achèvera en 2020. Des travaux, entièrement financés par l'Etat, devraient donc démarrer dans trois ans. L'association n'en saura toutefois pas plus sur le nombre de stations qui marqueront l'arrêt dans le département.

Orbival plaide pour un maillage dense entre 10 et 11 stations, alors que Christian Blanc envisageait un

nombre limité de gares pour relier rapidement les pôles d'excellence. Le chiffre de quatre stations aurait eu les faveurs du secrétaire d'Etat au Grand Paris, un chiffre démenti par l'intéressé.

Il a, en revanche, confirmé le fait de vouloir faire passer le super métro par Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) et non par Fontenay. Comme compensation l'association souhaite donc la création d'une liaison entre Fontenay et la ville de Champigny. Christian Blanc n'a pas manifesté d'opposition à ce sujet et a même proposé de réaliser cette jonction par un combiné tram-train, via les voies ferrées existantes, dans le cadre du

prochain plan Etat-région de 2013. Les élus impliqués dans le projet devraient en savoir un peu plus avant l'été — notamment sur le nombre de stations — puisqu'un débat public présentant les propositions de l'Etat doit être initié au mois de septembre, et ce pour une durée de quatre mois.

CHRISTINE MATEUS

* Les élus présents lors de la rencontre : le président du département, les maires de Vitry, Champigny, Maisons-Alfort, Bry, Nogent, Villejuif et Arcueil ainsi que les premiers adjoints de Fontenay, Saint-Maur et Alfortville.